

LPA 47 LIGUE PROTECTRICE DES ANIMAUX DU 47
Fonds de Dotation au capital de 0 €
Siège social : Refuge AMDA 3287 route des sables
47160 Caubeyres

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024 12 mois

À Adhérents du Fonds de Dotation LPA 47

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la Président, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de Dotation LPA 47 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

« En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que **les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.**

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. »

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Christophe Guyot-Sionnest

Commissaire aux comptes

SIRET 40161659400016

56 rue d'Erevan D112

92130 Issy les Moulineaux

Cgs.conseil@gmail.com

Mob : 06 67 39 96 76 Dom : 01 46 44 75 66

Site web <https://www.conseil-cac.com>

Fait à Issy les Moulineaux, le 8 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

Christophe Guyot-Sionnest

0667399676 cgs.conseil@gmail.com

www.conseil-cac.com

LPA 47

Ligue Protectrice des Animaux du 47

Refuge AMDA

3287, route des sables 47160 CAUBEYRES

N°SIRET 914 805 700 00012

Téléphone : 05 53 88 05 71

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Du 28 mars 2025

Présents :

Claude GADIFFERT

Jonathan GADIFFERT

Aurélien MARTY

Martine THERON

La séance débute à 15 h.

Désignation du secrétaire de séance : Claude GADIFFERT

Selon l'ordre du jour :

BILAN MORAL (activités)

Début janvier 2024, nous sommes informés par la SPA du 47 qu'elle est désignée héritière dans le testament de Mme COLLARD.

La SPA DU 47 nous confie le legs mais Me ALEAUME, notaire à AGEN (47), après réflexion de 11 mois, se désengagera du legs. Fin décembre 2024, la SPA du 47 se voit dans l'obligation de confier le legs COLLARD à la « Défense de l'Animal » à laquelle elle est affiliée.

La SPA du 47 a fait appel à la LPA 47 pour un montant 82 885 € indispensable à son fonctionnement au cours de l'année 2024 (détails dans le bilan financier).

SG AJ 1

Le 28 février 2024, Mme THERON nous confie le legs MALZIEUX dont elle est bénéficiaire pour son association CYNOCUB. Le même jour, nous déléguons la mission à Me BLAJAN, notaire à NERAC (47).

BILAN FINANCIER

En 2024, nous avons reçu **44015 €** des legs PUJOLS et CLEMENS. Les aides au fonctionnement de la SPA du 47 s'élèvent à **83 885 €** auxquels s'ajoutent **60 €** de services bancaires.

Le solde au 31 décembre 2024 est de **32 419 €**.

Au 1er janvier 2024			
72 339 €			
Recettes		Dépenses	
Leg ABLIN	44 012	Aide salaires SPA47	36 383
Leg PUJOL	3	Aide aménagement	2 556
Adhésion	10	Aide vétérinaire	8 966
		Aides diverses (Trés.)	35 980
		Frais banc.	60
Au 31 décembre 2024			
32 419 €			

Le bilan financier est accepté à l'unanimité.

Quitus est accordé à l'unanimité.

SG A 2

RENOUVELLEMENT DES MEMBRES

L'ordre du bureau reste inchangé à savoir :

Claude GADIFFERT, Présidente,

Jonathan GADIFFERT, Secrétaire,

Aurélien MARTY, Trésorier...

Questions diverses

Pas de question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close à 15 h 45.


Présidente


Trésorier


Secrétaire